

2018 : points chauds et tendance

Gardons-nous des prévisions hâtives sur ce qui se passera en 2018 du point de vue des relations internationales et des logiques spatiales. Toutefois, quelques grands axes peuvent être signalés qui peuvent contribuer à structurer cette année.

Les conflits oubliés

Le monde est parcouru de conflits et de guerres, dont la plupart ne font pas la une des médias. Ce sont parfois des milliers de personnes qui décèdent, d'autres qui quittent leur région ou leur pays. Ces conflits, localisés et régionalisés, peuvent s'étendre à l'échelle du pays, voire déstabiliser un continent.

Aux Philippines, l'année 2017 a été marquée par la bataille urbaine de Marawi. Il a fallu cinq mois à l'armée du pays pour reprendre cette ville de 200 000 habitants attaquée par trois cents djihadistes en mai dernier. Mais les Philippines, c'est aussi la guerre anti-drogue menée par le président Duterte. Un homme à poigné qui a donné l'ordre aux forces de police de tuer les dealers et les consommateurs de drogue. Depuis mai 2016, début de cette guerre, ce sont environ 13 000 personnes qui ont été tuées. Les escadrons de la mort multiplient les violences et les bavures. Sous couvert de maintien de l'ordre, ils détruisent des réseaux mafieux ennemis pour imposer leur loi et s'assurer le contrôle de certains quartiers de Manille et des grandes villes des Philippines. De telles violences sont inutiles pour mettre un terme aux trafics de drogue. Mais elles déstabilisent et fragilisent ce pays dont les liens sociaux sont déjà fragilisés. Pour l'instant, Duterte est un homme fort. Mais rien ne garantit que certaines îles ne demandent à faire sécession ni que les islamistes de Mindanao repassent à l'offensive après la perte de Marawi. Les Philippines sont un point chaud à surveiller pour 2018.

Congo, l'anarchie est en vue. Le Congo ne se remet pas de ses troubles. Joseph Kabila s'accroche au pouvoir alors que des mouvements d'opposition se font de plus en plus violents. Le 31 décembre, les catholiques de Kinshasa ont été attaqués par les forces de l'ordre. Des fouilles systématiques ont été menées, des églises ont été fermées, les messes ont été interdites. Le bilan officiel est de deux morts. Deux personnes tuées par balle devant une église. L'accès à internet a été coupé, ainsi que les envois de SMS. Toujours au Congo, la région centrale du Kasai

connait une famine importante. Selon l'Unicef, 400 000 enfants y souffrent de malnutrition aigüe et pourraient mourir en 2018. Le Kasai s'est embrasé en septembre 2016 après la mort du chef coutumier Kamuina Nsapu, dans un assaut des forces de sécurité. Cela a été suivi de révoltes, de violences, de destruction de la production agricole par les troupes de Kinshasa afin d'affamer les populations. C'est une pratique habituelle en Afrique. Aujourd'hui, les famines sont très rarement dues à des épisodes climatiques, mais à des destructions de nourriture et de l'appareil productif agricole pour les faire périr les civils. Cela permet d'éradiquer une ethnie minoritaire et d'assurer le contrôle militaire et politique d'une zone rebelle. Dans le Kasai, toujours selon l'Unicef, un tiers des centres de santé ne sont plus opérationnels et les autres manquent des moyens techniques pour fonctionner correctement. En 2017, le Congo est le pays du monde qui a connu le plus de déplacés en interne, plus que le Yémen et la Syrie. L'ONU évalue à 4 millions le nombre de déplacés en interne. Il n'y a aucune raison pour que cette situation s'améliore en 2018. Or, compte tenu de sa position centrale, une déstabilisation du Congo a de lourdes répercussions chez ses voisins. Le risque est la création d'un trou noir géopolitique au centre de l'Afrique et que les déplacés se réfugient dans les pays limitrophes, entraînant la déstabilisation de ces pays.

Yémen, l'année noire se poursuit. Voilà un conflit dont on ne parle pas. Commencée en 2014, la guerre civile yéménite s'est internationalisée en 2015 avec l'entrée de l'Arabie Saoudite dans le conflit. À la famine, s'est ajoutée une épidémie de choléra, qui a tué 2 000 personnes, selon des sources issues de l'ONU. Le nombre de morts est estimé à 8 000 depuis 2015. Au Yémen, c'est une guerre froide que se livrent l'Arabie Saoudite et l'Iran, la péninsule étant traversée par la fracture entre chiite et sunnite. L'Arabie a imposé un blocus au Yémen, ce qui aggrave la crise humanitaire. Rien ne permet de prévoir, pour l'instant, une sortie du conflit. Du moins tant que les puissances occidentales ne voudront pas provoquer l'Arabie Saoudite.

La Chine, quoi de nouveau ? Il pourra se passer de grandes choses en Chine cette année. Une fois mis de côté les mirobolants chiffres de croissance et les perspectives de marché et de consommation, force est de constater que la Chine est un pays fragile. Le gouvernement mène une lutte contre les immigrés de l'intérieur, ces populations qui quittent les villes du continent pour venir habiter et travailler dans les villes littorales. Les mingong, ces travailleurs migrants qui quittent les campagnes pour venir en ville sont de plus en plus surveillés et contrôlés. Ils n'ont pas le droit de changer librement de ville et de résidence puisqu'ils doivent être inscrits au *hukou*, un système d'enregistrement qui leur donne droit à un logement et aux services sociaux (hôpitaux, écoles...). Ces mingong sont des travailleurs clandestins, privés de droit dans leur propre pays. Le gouvernement central est en train de les contraindre à quitter les villes en les forçant à partir. Pour cela, il détruit leurs lieux d'habitation, sous prétexte de manque de salubrité et de respect des normes sanitaires. Ce serait plusieurs millions de personnes qui sont ainsi chassées et contraintes d'émigrer dans la Chine de l'intérieur. Ces violences ne peuvent que

déstabiliser un pays qui est déjà fortement fragilisé.

La Chine prend de plus en plus les allures d'un paravent fragile. Comme le rappelle Jean-Marc Huissoud dans le dernier numéro de *Conflits* (États-Unis / Chine, qui sera le premier ?), les chiffres statistiques diffusés par Pékin sont très largement faux. La Chine produit ses chiffres en quelques semaines, alors qu'il faut plusieurs mois aux pays occidentaux pour les fournir et qu'ils ne sont consolidés qu'au bout d'un an. Les statistiques fournies sont toujours conformes aux annonces du ministère de la Planification. La croissance chinoise est une intoxication dans laquelle tombent les médias et les gouvernements occidentaux, comme ils sont tombés autrefois dans l'intoxication des statistiques soviétiques. Il est donc difficile de connaître la situation réelle de la Chine, mais ce qui est certain c'est que sa présentation officielle est largement faussée.

Corée du Nord, l'inconnu. Jusqu'où est prêt à aller Kim Jong-un ? Dans sa détermination sans faille de se doter l'arme nucléaire est-il prêt à une provocation irréversible avec les États-Unis ? Si un missile est lancé sur l'île de Guam ou si la menace nucléaire devenait trop forte, Washington devrait intervenir. Le dossier coréen n'est pas nouveau, mais chacun se demande s'il peut aboutir à une guerre en 2018.

Prévoir le pire, c'est s'y préparer afin de l'éviter. L'analyse des conflits doit permettre au mieux d'y échapper, au pire de les limiter. Mais 2018 aura aussi son lot de surprises.

L'oreiller de la belle Aurore

C'est l'un des plats les plus grandioses de la gastronomie française actuelle. L'oreiller de la belle Aurore, chanté par Curnonsky et produit notamment à Lyon, près de la place Bellecour, chez Georges Reynon. C'est une pièce de 32 kilos composée d'une quinzaine de viandes, dont dix de gibiers, de foie gras, de poulet de Bresse et de truffes noires. Pigeon, caille, perdreau, canard, faisan, cerf, sanglier, lièvre... composent la farce, sans oublier la pâte dorée, l'immense drap de cet oreiller, qui englobe le tout. Ce plat, et bien d'autres, sont présents dans l'ouvrage que Jean-Robert Pitte vient de publier, *Atlas gastronomique de la France*. C'est un véritable ouvrage de géopolitique, car l'histoire et la géographie ne cessent de se mêler et parce que les territoires sont façonnés par des rapports de force et des jeux de pouvoir. Un ouvrage accompagné de cartes superbes, qui permettent de visualiser immédiatement les sujets abordés : légumes, fruits, champignons, gibiers, pains, liqueurs... dressent une cartographie complète de la France et

donnent une idée de son art de vivre, des distinctions régionales et des spécificités locales. En cette saison de Noël où la table est fêtée et rassemble, il n'est pas inutile de revenir sur cette géopolitique particulière.

C'est à tort que l'on dénigre l'étude de l'alimentation comme quelque chose de futile et de peu sérieux, alors que c'est au contraire une discipline essentielle. D'une part parce que bien manger est le propre de l'homme, et donc étudier cet art gastronomique est mener une enquête anthropologique de premier plan, d'autre part parce que la table renvoi à toute une série de réseaux propre à l'activité humaine : l'agriculture, l'industrie, les transports, l'économie, l'agronomie... Rien de tel pour comprendre en détail une société que d'étudier son alimentation. De cet *Atlas gastronomique* émergent deux grandes tendances : le rapport entre déterminisme et volontarisme et le rapport entre la ville et la campagne.

La gastronomie : sublimer le déterminisme

On ne s'étonne pas de trouver des huîtres sur le littoral et des salaisons dans les régions de moyenne montagne. L'homme a développé le matériel naturel qui était à sa portée. Mais dans le cadre de la gastronomie française, ce déterminisme est sans cesse dépassé. Car s'il y a des huîtres sauvages, il faut un saut qualitatif majeur pour passer à la production industrielle de bonnes huîtres, comme à Marelle Oléron ou à Cancale. Il en va de même pour la charcuterie, qui est une façon de sublimer la nature, de la dépasser et de produire des aliments d'excellente qualité. C'est là l'éternel rapport entre la nature et la culture, l'inné et l'inventé et c'est là que se manifeste le génie de l'homme. Il ne suffit pas d'avoir des sangliers et des faisans dans sa forêt pour inventer l'oreiller de la belle Aurore.

Ce qui renvoie au deuxième aspect : le rapport entre la ville et la campagne. C'est cette dernière qui produit et la première qui consomme. Mais sans la ville, pas de campagne. Sans citadins éduqués et riches, capables et volontaires pour dépenser des sommes importantes dans leur alimentation, alors il n'y aurait jamais eu nul vin de Bourgogne ou de Champagne, nulle douceur angélique, nulle madeleine, nul pain amélioré. Ce qui résout un problème économique très ancien : c'est bien le consommateur qui est à l'origine du système économique. Le producteur s'adapte à lui, et parce qu'on lui demande des plats de qualité il est prêt à y consacrer du temps pour les faire. D'où les merveilleuses lentilles du Puy, les asperges d'Argenteuil, les melons de Cavaillon. En France, ce sont les princes, les évêques et les grands abbés qui sont les moteurs de la gastronomie. Chaque ville a son réseau d'approvisionnement et son terroir local (la carte de l'approvisionnement de la cour pontificale d'Avignon au XIV^e siècle est à cet égard éloquente). La

ville qui domine est bien Paris. Toutes les cartes gastronomiques de la France tournent autour d'elle. Il n'y a qu'à observer la carte de la situation des 3 étoiles Michelin : soit ils sont à Paris, soit ils sont dans les dépendances récréatives de Paris : Côte d'Azur, Bretagne, vallée du Rhône, Savoie.

Le gibier français

La carte du gibier français illustre bien ces rapports de force dans l'espace. Les départements qui comptent le plus de chasseurs (+ de 11,5% des hommes adultes) sont les départements limitrophes de l'Île-de-France, en Normandie, Bourgogne, vallée de la Loire, Sologne. Mais également l'Aquitaine, les Pyrénées, le Rouergue, les Alpes du Sud. En revanche, le grand ouest, notamment la Bretagne, l'Est de la France (Alsace, Lorraine, la région de Lyon ont beaucoup moins de chasseurs. La chasse est à la fois un sport populaire et un sport d'élite, une activité d'urbains et de ruraux. C'est l'un des seuls sports dans lequel il est possible de trouver toutes les catégories socioprofessionnelles, animées autour de la même passion pour la bécasse, le sanglier, l'alouette. Le cerf et le sanglier sont les grands gibiers chassés aujourd'hui. Pas assez hélas, si bien qu'ils prolifèrent et qu'ils nuisent aux récoltes et aux jeunes pousses. On a longtemps oublié que le chasseur était un régulateur du paysage.

La chasse a permis la création des plus beaux plats français, chacun ancré dans son terroir, à mi-chemin entre la cour et la ferme. Les pâtés de canard, d'alouette et de gibiers d'une part, les râbles de lièvre à la crème, les coqs de bruyère, les civets de lièvre. Le repas de chasse s'inscrit dans la géographie des lieux et des finages où la bête s'est égayée. Ils sont aussi les évocations de souvenirs et de plats qui n'existent plus aujourd'hui, comme les pâtés d'alouettes de Pithiviers et les pâtés de merle de Corse. La géographie culinaire a aussi son musée.

La carte de France des légumes

C'est surtout en Provence que les légumes ont été à l'honneur, sous l'influence de l'Italie. Il faut avoir goûté aux farces (de légumes), aux tians, aux plats végétariens cuisinés dans la péninsule pour découvrir toutes les merveilles qu'il est possible de réaliser avec eux. Jusqu'au XIX^e siècle, en France, le légume est à la traîne. C'est la pomme de terre qui domine, les différents types de haricots, les féculés et les pois. Puis le légume arrive. Ce qui suppose de l'eau, des circuits courts pour transporter ces produits frais, une rationalisation de l'espace, capable d'être aménagé en

jardin. Quatre grandes zones maraîchères se détachent : la vallée du Rhône, celle de la Garonne, celle de la Loire et la région parisienne. Ainsi se développent les salades, les fraises, les oignons, les fruits, les fleurs. Des cultures délicates, belles et fragiles. Les notions de diététique ont été infusées dans la population. On mange moins de viandes faisandées, moins de protéines, et plus d'épinards, de topinambours, de salades. Bien-être, médecine, soin du corps ont des conséquences spatiales. Encore une fois, le consommateur impose sa marque au producteur.

Les plats de Noël

Et pour Noël ? Le foie gras provient d'Alsace, probablement importé par les communautés juives qui se sont installées le long du Rhin. C'est au XVIII^e siècle que l'on a commencé à en produire dans le Sud-Ouest, une fois qu'a été acclimaté le maïs venu du Mexique. Cette plante s'est révélée tout à fait opportune pour gaver les canards. Désormais, c'est le Périgord et les Landes qui produisent l'essentiel du foie gras français.

Le vin de Champagne, tel que nous le connaissons aujourd'hui, a été mis au point au XVII^e siècle, dans une région froide et pauvre, mais qui avait l'avantage d'être située à proximité de Paris, via la Marne. Les Anglais raffolèrent des propriétés effervescentes du vin, si bien que les producteurs cessèrent de faire du vin tranquille pour faire du vin à bulle. Mais ce n'est qu'au XIX^e siècle que le champagne effervescent dépassa la production de champagne tranquille. Celui-ci réussit à s'imposer comme le vin des fêtes et des grandes occasions ; une belle opération pour une région qui demeure très dynamique.

Au XIX^e siècle s'est également imposée la mode de la dinde de Noël. Cet oiseau nous vient d'Amérique, c'est le glouglou de la grande traversée d'Astérix et Obélix. Sa taille permet de nourrir toute une famille, ce qui est bien commode en temps de fête. La dinde a détrôné l'oie, qui était pourtant la volaille reine des repas de fête. Dans l'Antiquité, les oies venaient à Lutèce depuis le Boulonnais et les Flandres en rangs serrés. À l'époque médiévale, les villes possédaient leurs confréries des oyers chargées d'engraisser et de contrôler le commerce des oies. Puis sont venus les canards et les chapons, contemporains de l'essor du maïs comme nourriture de ces volailles.

Pour le dessert il est possible d'adopter la mode alsacienne : pain d'épices, bredele et kugelhof, ou provençale, avec les treize desserts. Chacun ses traditions et ses influences : l'Europe centrale et germanique pour l'un, l'Europe méridionale et méditerranéenne pour l'autre. Ces traditions témoignent de la place particulière de la France, point d'équilibre de plusieurs confluences et convergences culturelles, qui se manifestent aussi bien dans son architecture et sa littérature que dans sa gastronomie. La table est le lieu des rencontres et des échanges fertiles.

Diplomatie et relations internationales : quels atouts pour la France ?

La France, grande puissance mondiale, dispose de plusieurs atouts pour continuer à jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale. Des atouts qui sont bridés par un aveuglement idéaliste et une technocratie administrative, empêchant chacun le plein développement de ces potentialités.

1/ Formation et éducation. Un atout en désespérance.

La culture, les arts et l'intelligence sont des secteurs qui font la renommée du pays et qui participent de son rayonnement international. Que ce soit les écrivains, les philosophes ou les historiens, il y a un savoir-faire et un savoir penser français qui porte la puissance culturelle à l'étranger. Dans la librairie Feltrinelli de la gare Termini, à Rome, le rayon livres d'histoire est occupé par de nombreux auteurs français (Bloch, Braudel, Le Goff...). Le rayon littérature comprend lui de nombreux écrivains français. À Harvard, la librairie située en face de l'entrée de l'université propose elle aussi de nombreux auteurs, notamment dans le domaine de la philosophie : Derrida, Debray, Girard... C'est Alexis de Tocqueville qui fut l'un des premiers à parler de la puissance culturelle, dans sa *Démocratie en Amérique*, avant que ce concept soit

repris au XX^e siècle par Joseph Nye sous le terme de *soft power*. Or, la capacité à penser et à comprendre le monde est essentielle, d'une part pour infuser ses idées, d'autre part pour anticiper les problèmes à venir. Mais pour avoir de grands penseurs, il faut avoir une école qui fonctionne. Pour avoir de grands écrivains, il faut être en mesure d'apprendre à lire correctement aux enfants. La faillite réelle et grandissante de l'Éducation nationale est à ce titre un grave problème pour la survie de la culture française et du maintien de la France comme grande puissance mondiale. Les derniers rapports internationaux sont très mauvais. L'étude TIMSS (2016) qui analyse la maîtrise des mathématiques classe la France 22^e sur 22 des pays de l'OCDE. L'étude Pisa 2016 sur la maîtrise de la langue maternelle classe la France 26^e sur 70 et dernière des pays de l'OCDE. Ces données sont alarmantes ; elles sont la conséquence directe du monopole éducatif.

Il ne peut pas y avoir de grands pays avec un peuple analphabète et incapable de maîtriser les bases de la pensée et de la réflexion. D'un système scolaire en faillite ne peuvent sortir ni ingénieurs, ni médecins, ni scientifiques, ni ouvriers de qualité. L'intelligence et la culture ont longtemps été les atouts de la France. Compte tenu de la destruction de l'école, ces atouts sont aujourd'hui en désespérance.

Sur l'ensemble des dossiers chauds des dix dernières années, la réflexion géopolitique française a été systématiquement mise en échec. Incapacité à penser la possibilité du Brexit et de l'élection de Donald Trump. Incapacité à penser le maintien au pouvoir de Bachar al-Assad (les spécialistes de la Syrie et les diplomates ayant affirmé pendant presque six ans qu'il allait bientôt partir). Faillite intellectuelle aussi face à la Libye, la crise migratoire, l'islamisme, à quoi s'ajoutent les angles morts de l'analyse géopolitique : l'Asie et l'Amérique latine. Sur tous ces sujets essentiels, c'est le vide intellectuel. Déjà en 1938 aucun des intellectuels proclamés n'avait vu venir le danger du nazisme et du communisme et la guerre mondiale.

Réfléchissant aux causes de la défaite de 1940, March Bloch, l'immense historien fondateur de l'école des Annales avec Fernand Braudel, écrivit *L'étrange défaite*. Il attribua à la faillite de l'école et de l'université la faillite intellectuelle de la France, l'aveuglement des élites et donc le désastre de 1938-1940. Plein d'espérance pour l'avenir, celui qui s'engagea dans la résistance et mourut fusillé en 1944, pensait qu'il était essentiel de rénover le système universitaire pour redonner un poids diplomatique et géopolitique à la France.

C'est effectivement par l'école que tout commence. Il y aurait urgente nécessité à créer une école d'analyse stratégique et géopolitique pour former des personnes capables de réellement penser

les problématiques contemporaines et ne plus répéter les erreurs qui tournent depuis 2001. Le 6 décembre dernier, le centre de recherche de Saint-Cyr a organisé un colloque sur le réalisme en diplomatie. Outre la qualité des intervenants, il est rassurant de voir que la notion de réalisme est encore portée dans les écoles de formation d'officiers.

2/ La mer. Un atout sous-exploité

La France est une grande puissance maritime et non pas seulement continentale. Elle dispose d'une large ouverture littorale sur l'océan et la Méditerranée, les portes de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie. Elle dispose aussi d'un espace outremer considérable, autant d'îles et de Zones économiques exclusives (ZEE) essentielles pour sa puissance et son rayonnement. La ZEE est un espace maritime sur lequel un État côtier exerce des droits souverains en matière d'exploration et d'usage des ressources. Définie par la convention de Montego Bay (1982), elle s'étend à partir de la ligne de base des États jusqu'à 200 miles marins (soit 370 km). Au-delà, il s'agit des eaux internationales.

Avec plus de 10,1 millions de km², la ZEE de la France est la deuxième au monde, derrière les États-Unis (11,3 millions de km²). La ZEE française couvre 8% de la ZEE mondiale. C'est là un atout stratégique considérable, quoiqu'encore sous-exploité. La mer est une zone encore largement méconnue. Les fonds marins ne cessent de livrer leurs secrets et leurs richesses, leurs fantasmes et leurs illusions. Ces îles stratégiques héritées du passé sont essentielles aujourd'hui pour l'entretien de bases maritimes et le repos de la flotte. Reste pendant la question du second porte-avion. Une puissance maritime se doit nécessairement d'en avoir deux, d'autant qu'un porte-avions est régulièrement au repos pour entretien. Depuis plus de quinze ans que se pose la question d'un second bâtiment de ce type, il est urgent de la trancher en délivrant enfin les crédits nécessaires à sa construction.

La puissance maritime de la France se manifeste également dans l'aménagement de son territoire. La France dispose à ce titre de deux axes majeurs : la Seine et le Rhône. La Seine avec ses trois ports : Le Havre, Rouen, Gennevilliers. Rouen est le premier port de céréales d'Europe. Gennevilliers est le port de Paris, qui est en train d'être étendu à Achères, le long de la vallée de la Seine. Un port est puissant en raison de son hinterland, non en raison de sa façade maritime. L'Île-de-France est la première région économique d'Europe et une grande région scientifique. La Seine est ensuite reliée par canaux au Rhône et au Rhin. Des canaux qu'il faut encore aménager et agrandir. L'axe fluvial doit être un atout majeur de l'organisation du territoire français, car il est moins cher et moins polluant que le transport par fer et par route.

L'autre axe est le Rhône, avec Lyon et Marseille. Cette dernière est le premier port de Méditerranée. Couplée avec la zone de Fos-sur-Mer, sur l'étang de Berre, Marseille est un grand port pétrochimique. Une belle endormie aussi, la ville étant gangrénée par la CGT et les dockers, qui ont tout fait pour étouffer les potentialités de la ville. Lyon est l'autre grande ville de la chimie, avec Rhône-Poulenc (devenu Aventis), Boiron et de nombreuses autres entreprises. Le trafic fluvial du Rhône est lui aussi essentiel pour le développement du pays.

Enfin, il y a les trois ports militaires que sont Brest, Lorient et Toulon et le port commercial de Dunkerque, véritable ville industrielle de grande puissance. La modernisation et l'aménagement des ports sont toujours une nécessité, car c'est un secteur qui ne cesse d'évoluer.

La réflexion sur la Nouvelle-Calédonie doit amener la France à mieux réfléchir à son espace et à son positionnement mondial. L'Asie et l'océan Pacifique restent des impensés de la réflexion stratégique et géopolitique, alors même que la France y dispose de territoires et qu'une partie essentielle de l'avenir du monde s'y joue.

3/ Les entreprises : un atout à libérer

Dernier grand atout de la France, la qualité de ses entreprises. Sur bien des sujets diplomatiques, les entreprises françaises font preuve d'un plus grand réalisme que l'administration française. Ainsi de Total, dont Christophe de Margerie a toujours été opposé aux sanctions économiques. Son amitié avec Vladimir Poutine était réelle, fondée notamment sur les intérêts bien compris de la Russie et de Total. En avril 2017, Vladimir Poutine a inauguré un méthanier géant, portant le nom de *Christophe de Margerie*. Sur l'Iran, les entreprises françaises ont là aussi été plus réaliste que la diplomatie française.

Que ce soit pour le contrôle et l'exploitation des ressources (comme l'uranium au Niger), la gestion des infrastructures (Bolloré et les ports africains), la diffusion de la culture française, les entreprises privées jouent un rôle essentiel. Le Japon est ainsi le pays qui a le plus de restaurants trois étoiles au Michelin, devant la France. Mais la plupart de ces restaurants sont tenus par des Français, notamment par Joël Robuchon.

Pour assurer un plein développement de ces entreprises à l'international, il est essentiel de les libérer afin qu'elles puissent croître davantage. Baisser les charges salariales et patronales,

réduire le Code du travail, supprimer les normes... autant de mesures indispensables pour relancer les entreprises, leur permettre de se développer et de jouer dans la cour mondiale. Sur ce point, il est également indispensable que les Français puissent investir dans des TPE et des PME, ce que l'absence de fonds de pension et la complexification de la législation fiscale rendent difficile. L'atout entrepreneurial est lui aussi bridé.

Éducation, mer et entreprises sont trois atouts de la puissance française qui, comme de nombreux atouts français, sont bridés et réfrénés. On peut se prendre à rêver qu'ils soient libérés et développés, ce qui ne pourrait qu'améliorer les conditions de vie de la population.

Arabie Saoudite : Vision 2030

Le Royaume d'Arabie saoudite a été fondé en 1932 par Ibn Séoud. Il est le fruit de l'alliance d'une famille, les Séoud, et d'un courant de l'islam, le wahhabisme, courant issu du penseur Mohammed Ben Abdelwahhab qui vécut au XVIII^e siècle. Depuis 1943 et le traité d'alliance signé sur le pavillon militaire le *Quincy*, l'Arabie Saoudite est alliée des États-Unis ; ce qui marque fortement sa politique intérieure et extérieure. Troisième ingrédient du particularisme saoudien : le pétrole. Non seulement il est abondant, mais il est facilement accessible et de bonne qualité. L'argent issu du pétrole fait la richesse du pays et lui permet de soutenir le wahhabisme à travers le monde. Pays de la rente pétrolière, l'Arabie en tire sa force et y entrevoit sa faiblesse. Avec la baisse des cours initiée depuis 2009 les rentrées financières se tarissent et le modèle social d'État providence commence à connaître quelques ratés. D'où le plan « Vision 2030 » lancé par le prince héritier Mohammed ben Salmane, ensemble de mesures cherchant à diversifier les ressources économiques d'Arabie.

Un pays rentier qui s'essouffle

L'argent facile a permis d'édifier un État providence qui assiste et encadre la population. Santé et éducation y sont gratuites, c'est-à-dire payées par l'État. L'impôt y est très faible et une très grande majorité des Saoudiens travaille dans le secteur public. En 1970, le royaume a débuté son

premier plan quinquennal visant à assurer la modernisation du pays. Depuis lors, les plans quinquennaux ne cessent de se succéder. Le plan « Vision 2030 » présenté en avril 2016 s'inscrit dans cette démarche. Les précédents cherchaient à accroître l'emprise des infrastructures, à moderniser les villes, à créer des écoles et des hôpitaux. Tous s'inscrivent dans une logique d'État providence qui semble toucher à sa fin, faute d'argent.

L'équilibre budgétaire du pays est fondé sur un prix du baril à 105 dollars. Or il est descendu à 96 dollars en 2014 et à 49 dollars en 2015. Cette baisse a provoqué un accroissement de la dette publique, passant de 1,6% du PIB en 2014 à 12,3% en 2016. L'inflation, quant à elle, est passée de 2,2% en 2015 à 3,5% en 2016. Le gouvernement a gelé les investissements, les salaires et les embauches. Cela commence à provoquer quelques mécontentements, d'autant qu'il est aussi prévu d'introduire une TVA en 2018 et de poursuivre la hausse des prix. Les indicateurs virent au rouge et le pays craint que ceux-ci ne reviennent jamais dans le vert, le mal étant structurel.

Initiatives multiples

Pour y pallier, le plan « Vision 2030 » prévoit plusieurs mesures. D'abord, le recrutement privilégié de Saoudiens dans le secteur privé, le chômage étant de plus en plus important dans la population, notamment chez les jeunes. Mais avec un tiers de la population qui n'est pas saoudienne, la chose n'est pas aisée. Les expulsions de travailleurs étrangers sont en augmentation. Salmane prévoit également une amende pouvant atteindre 50% du salaire des travailleurs étrangers pour contraindre les entreprises à embaucher des Saoudiens. Ces mesures volontaristes sont vouées à l'échec. La main-d'œuvre étrangère travaille essentiellement dans le bâtiment et la construction ainsi que dans des emplois difficiles et peu qualifiés. On voit mal les Saoudiens se précipiter pour occuper les places rendues vacantes. L'économie tire parti de cette main-d'œuvre peu onéreuse et traitée souvent dans des conditions très dures. Embaucher des Saoudiens obligerait les entreprises à accroître leurs coûts et à revoir leurs modes de production, ce qui est un grand défi pour l'économie du pays.

Deuxième initiative : le tourisme. L'Arabie possède sur son territoire les villes saintes de La Mecque et de Médine. Le plan veut multiplier par cinq le nombre de visiteurs et atteindre 30 millions de touristes en 2030. Le pays y met les moyens. La Mecque est rasée et transformée. La forteresse Ajyad, construite au XVIII^e siècle à l'époque des Ottomans, a été rasée en 2002 pour y bâtir à la place une série de gratte-ciel contenant des hôtels. Cette forteresse dominait le cœur religieux de La Mecque (la mosquée sacrée qui contient la Kaaba). Les immeubles construits à sa place sont d'un goût douteux et défigurent complètement le paysage. Riad espère que les

touristes visiteront d'autres régions du pays, mais hormis le désert il n'y a rien de bien attrayant et la chaleur extrême rend peu probable la bronzette à la plage.

Troisième initiative : créer un grand fonds souverain d'investissement pour pallier la réduction de la rente pétrolière. Pour cela, le gouvernement a vendu 5% des parts d'Aramco. Le fonds souverain créé dispose d'une somme de 2 000 milliards de dollars, ce qui lui octroie une grande force de frappe. Encore faut-il le gérer correctement.

Une politique étrangère hégémonique

La guerre menée au Yémen se révèle extrêmement cruelle pour les populations yéménites. L'antagonisme entre l'Arabie et le Yémen est très ancien. Déjà, le pays y avait affronté l'Égypte à l'époque de Nasser pour tenir l'hégémonie dans le monde arabe. Compte tenu de l'importance de l'Arabie, les puissances occidentales ne réagissent pas. Saddam Hussein avait été attaqué pour moins que cela à la suite de son invasion du Koweït.

Le jeu trouble mené au Liban a quelque peu terni l'image de Riad. Le quasi-enlèvement de Saad Hariri et sa démission forcée ont montré que l'Arabie continue à vouloir intervenir dans le jeu politique du Liban. C'est une façon de contrecarrer la Syrie et l'Iran, ses deux ennemis héréditaires. Désormais que l'Irak est à terre, il reste à Riad deux adversaires : la Syrie baasiste et alaouite et l'Iran chiite. Mais le clan Hariri est discrédité, Saad ayant mal géré les affaires de sa famille et étant perclus de dettes et d'actifs toxiques. Le financement de l'islamisme international par Riad jette l'opprobre sur le pays et le clan des Saoud.

Peut-on reformer un pays ?

La vraie question posée au prince Salmane est de savoir s'il peut recréer une nouvelle Arabie Saoudite. Il a fait arrêter un certain nombre de dignitaires corrompus. C'était une façon de témoigner de sa probité, mais aussi de prendre la main en évinçant des opposants. En donnant plus de droits aux femmes, en desserrant l'étau de l'État sur le secteur économique, il joue avec la structure même du pays. 70% de la population du royaume a moins de trente ans. Une révolte de la jeunesse n'est pas à exclure si celle-ci se rend compte qu'elle n'a pas d'avenir possible. Réformer est donc d'une nécessité urgente. Mohammed ben Salmane, 32 ans, appartient lui aussi

à cette génération consciente qu'il faut rénover le pays. Son père, le roi actuel, a 81 ans. Derrière les réformes économiques et politiques il y a donc aussi la question du choc des générations. L'histoire le montre, on n'introduit pas sans dommage de la liberté dans un système autoritaire. L'Arabie appartient aux Saoud. Le clan est suffisamment nombreux pour se partager les pouvoirs et les contrôles du pays. En donnant de la liberté aux Saoudiens, Salmane prend le risque de diluer le pouvoir de son clan et de fragiliser l'équilibre du pays. Que vont en penser les chefs bédouins et les chefs des tribus ? Comment vont réagir les religieux dont l'action est si importante ? L'Arabie Saoudite s'est construite sur le wahhabisme. Elle ne peut ni l'édulcorer ni y renoncer, au risque de s'effondrer elle-même. Il est très délicat pour un pays construit sur une idéologie de renoncer à cette celle-ci, et même d'édulcorer celle-ci.

Abandonner l'État providence pour enjoindre les Saoudiens à travailler est un autre défi quand des générations entières ont vécu sans rien faire et en touchant les subsides du pétrole. Les remous populaires sont à craindre. L'armée est-elle apte à intervenir pour mater si besoin des émeutes ? Salmane lui-même peut-il continuer à gouverner sans craindre une révolte ou un renversement conduit par ses cousins ?

Si les problèmes et les défis du pays sont bien posés, les solutions pour y remédier sont délicates. « Vision 2030 » c'est une façon de préparer le pays à célébrer son centenaire. Pour cette dynastie issue de la dislocation de l'Empire ottoman, l'enjeu est de taille. Toutes les autres dynasties ont échoué : Farouk en Égypte, les Hachémites en Irak et en Syrie. Les Saoud ne veulent pas connaître ce sort et ils ont compris l'importance de préparer le futur. D'autres pays se sont essayés à la perestroïka ; ils n'ont pas fait long feu.

Qu'est-ce que les guerres de civilisation ?

La réflexion de Samuel Huntington dans son ouvrage *Le choc des civilisations* est également une réflexion sur l'Occident. Difficile en effet de définir ce concept. Ce n'est pas uniquement l'Europe, puisque les États-Unis et l'Australie en font partie. Ce n'est pas seulement les pays développés, puisque le Japon en est exclu. Ce n'est pas l'OTAN, puisqu'il y a la Turquie et ce n'est pas non plus la Chrétienté. L'Occident est un concept intellectuel, géographique, culturel et historique dont les frontières et les contours demeurent flous. C'est « une frontière mentale » comme l'exprime le

géopolitologue Olivier Kempf. S'il est difficile de définir ce qu'est l'Occident, il est en revanche possible de définir ce qu'il n'est pas : ni l'Asie, ni l'Afrique, ni le monde musulman. L'Europe et ses dépendances ? Mais dans ce cas la Russie est-elle l'Occident (si l'on considère qu'elle fait partie de l'Europe). Et l'Amérique latine, ce territoire que les géographes français ont longtemps appelé l'Extrême-Occident ? L'Occident comprend les peuples dont la culture continue de se rattacher à la civilisation formée autour des trois villes que sont Jérusalem, Athènes et Rome.

On dit souvent que l'Occident est en déclin. Or Huntington constate au contraire qu'il y a un renouveau de celui-ci. En effet, le déclin n'est que relatif : l'Occident est rattrapé par d'autres pays qui étaient en retard de développement et qui aujourd'hui le rejoignent. Ce n'est pas tant un déclin qu'un réajustement. Si le petit-frère grandit et rattrape son grand-frère, nul ne dira ce dernier en déclin. C'est simplement que la phase de croissance est différée dans le temps.

Les cinq plaies de l'Occident

Toutefois, Huntington définit cinq facteurs qui menacent l'Occident et pèsent sur son déclin.

1/ Le développement de comportements antisociaux, la consommation de drogue et le culte de la pornographie.

2/ Le déclin de la famille.

3/ Le déclin du capital social, c'est-à-dire la faible participation à des associations bénévoles.

4/ La croissance de la corruption et le désintérêt de l'éthique.

5/ La désaffection pour le savoir et l'activité intellectuelle et la baisse du niveau scolaire.

Pour retrouver et conserver son influence morale et culturelle, l'Occident doit être capable de relever ces cinq défis.

De même en va-t-il de la défense du multiculturalisme et de la diversité, qui est un facteur de dissolution des peuples et des nations. Il est capital qu'un peuple soit uni. Si un peuple est désuni et se fractionne en de multiples groupes ethniques et culturels il devient une assemblée de peuples variés et cesse d'exister comme groupe humain cohérent et conscient d'une appartenance collective. Nier sa culture, c'est conduire sa société à la ruine puis à la mort. Un peuple se définit par sa culture et sa religion, non par des principes politiques : république ou

démocratie. Les principes politiques sont seconds et même secondaires, ce qui est premier, c'est la culture.

La primauté de la culture est par ailleurs le fondement de la réflexion de Samuel Huntington. Il ne croit pas qu'un peuple puisse se constituer autour d'un projet politique, mais autour d'un projet culturel. Force est de constater que cela explique l'échec de l'URSS : le projet politique a été dépassé par le projet culturel des peuples, consistant notamment au rejet de l'empire soviétique. La force de la Chine aujourd'hui, bien que communiste, est d'être uni autour d'un même projet culturel. Les Tibétains et les Ouïgours qui pourraient avoir des volontés d'indépendance sont dissouts par le gouvernement central qui organise des transferts de populations Han de la côte vers ces régions afin de rendre ces peuples minoritaires sur leur terre. Ainsi Pékin s'assure-t-il de la cohésion et de la fidélité de ces territoires.

Des guerres de transition aux guerres civilisationnelles

Les guerres actuelles de civilisation ont d'abord été portées par des guerres de transition qu'Huntington définit comme étant la guerre d'Afghanistan (1980) et la guerre du Golfe (1991). Ces deux guerres commencent par une simple invasion, puis elles se muent en guerre de civilisation. Elles inaugurent un nouveau type de guerre, marquée par les conflits ethniques et les affrontements entre groupes appartenant à des civilisations différentes.

En Afghanistan, la guerre contre les Soviétiques est menée au nom du djihad, ce que peu d'observateurs avaient perçu à l'époque. Les Soviétiques sont combattus en s'appuyant sur les principes de l'islam. Cette guerre a redonné confiance aux musulmans qui ont compris que l'islam était capable de vaincre une puissance étrangère. 25 000 volontaires venant de pays arabes, surtout Jordanie, et formés par les services du Pakistan, ont pris part à la guerre. L'Arabie Saoudite a donné beaucoup d'argent pour financer la guerre, presque autant que les États-Unis. Un système de relais et de réseaux internationaux a été créé pour lutter contre les Soviétiques.

Rôle des services du Pakistan, financement de l'Arabie Saoudite, réseaux internationaux de recrutement de volontaires, appel aux musulmans du monde arabe et d'Europe ; la matrice édifée en Afghanistan contre l'URSS est celle qui sert aujourd'hui contre l'Europe.

Lors de la guerre du Golfe, plusieurs pays arabes soutiennent les États-Unis, mais pas tous. En échange, leur dette est annulée. En revanche, la rue arabe refuse cette attaque et voit dans Saddam Hussein un défenseur de l'islam. Du Maroc à la Chine, les musulmans soutiennent l'Irak. Ce n'est donc plus une guerre entre États, mais une guerre entre civilisations. L'Occident a beau clamer que le choc des civilisations n'existe pas, ce n'est pas du tout ce qui est perçu par le

monde musulman qui adhère lui à cette thèse.

Ces deux guerres ont eu pour effet de permettre aux États arabes de se rapprocher alors qu'ils sont souvent très opposés. L'ennemi commun a assuré l'alliance des ennemis de toujours.

Caractéristiques des guerres civilisationnelles

Huntington définit les guerres de civilisation comme des affrontements entre des États de civilisation différente, ou entre groupes différents présents au sein des États. La finalité de ces guerres est le contrôle du sol et l'élimination du groupe qui n'est pas membre de la civilisation. La purification ethnique est souvent la conséquence de ces conflits. Par conséquent, ces guerres ne peuvent pas avoir de fin négociée ou partagée puisque la fin de la guerre ne peut être que la disparition complète du groupe culturel que l'on combat. Tant qu'un morceau de ce groupe subsiste, la guerre ne peut être qu'entre parenthèses, attendant le moindre prétexte pour repartir.

Ce sont donc des conflits longs, très difficiles à résoudre autrement que par l'expulsion d'un groupe. Il n'y a pas de concession possible, pas d'entente et pas de vie en commun. Ces guerres provoquent des morts, mais aussi de nombreux réfugiés qui partent vers d'autres zones ou d'autres pays, déstabilisant ainsi d'autres régions. Elles ont donc des effets expansionnistes importants. Dans ces guerres de civilisation, la religion est la différence la plus profonde qui existe entre les peuples. Elles ont toutes la religion pour fondement. La langue, l'ethnie, la culture peuvent intervenir, mais c'est la religion qui en est la cause fondamentale. Cette analyse d'Huntington est contredite par certains historiens, notamment Bernard Lugan pour l'Afrique, qui estime que la cause première est l'ethnie ; la religion servant de catalyseur à l'expression du conflit ethnique. En Afrique, on constate souvent que les ethnies choisissent une religion par opposition à des ethnies voisines dont elles sont adversaires.

La guerre de civilisation ancre également dans l'esprit des populations que seule la guerre peut résoudre une crise ou un conflit. Dans les mondes chinois et musulmans, la guerre est ainsi l'élément privilégié pour la résolution des conflits.

Usage de la guerre pour résoudre une crise, entre 1929 et 1979 :

Chine : 76.9%

États musulmans : 53.5%

URSS : 28.5%

États-Unis : 17.9%

Grande-Bretagne : 11.5%

Ces analyses faites par Huntington démontrent que la Chine demeure un pays très belliqueux, ce qui n'est pas forcément rassurant pour l'avenir de cette zone.

L'essor de la conscience identitaire

Lors des guerres de civilisation, les radicaux finissent toujours par déborder les modérés et par ravir la direction des affaires. Les modérés sont rejetés, car considérés comme trop mous et trop conciliants. Mais ils peuvent ressurgir en fin de combat, quand les extrémistes ont montré leur inefficacité et leur impasse, et quand les populations en ont assez de la violence, à condition qu'ils n'aient pas été éliminés.

La conscience identitaire ravive le problème posé par les diasporas. Dans les guerres étatiques, le conflit bouillonne du haut vers le bas. Dans les guerres de civilisation, il bouillonne du bas vers le haut. Les diasporas peuvent alors être des éléments dangereux dans les pays où elles sont présentes. En 1940, les États-Unis avaient arrêté plusieurs milliers de Japonais qu'ils avaient préventivement mis en prison afin d'éviter que ceux-ci ne soient des agents dormants de Tokyo et n'attaquent le pays hôte. L'islamisme révèle à la France le problème posé par ces personnes qui partent se former en Syrie pour revenir faire le djihad dans l'hexagone.

Avec les moyens de communication modernes, télévision et courriel, les diasporas se sentent beaucoup plus proche de leur pays d'origine qu'auparavant. C'est une façon de resserrer les liens et de maintenir des contacts entre les populations. On est désormais émigrés sans l'être vraiment, ce qui ne facilite pas l'intégration dans le pays d'accueil.

Arrêter les guerres de civilisation

Ce sont des conflits intermittents donc interminables. Il est impossible d'y mettre un terme, car les raisons de la guerre sont civilisationnelles et culturelles, or ces aspects-là ne disparaissent pas, sauf en cas d'épuration d'un des groupes belligérants. La guerre d'Algérie ne s'est achevée que lorsque les Européens ont été expulsés. En revanche, la guerre peut marquer des pauses et connaître des trêves, mais sans jamais vraiment s'arrêter.

Le conflit peut s'arrêter quand les deux partis sont épuisés et que les radicaux ne peuvent plus combattre. Les modérés reprennent alors les négociations. Pour cela, il faut l'intervention d'un pays tiers qui conduit les négociations, car étant seuls les pays ne peuvent négocier par eux-mêmes, leurs haines sont trop importantes. Ceux qui acceptent les accords et les signes risquent leur vie, car cela ne plait pas aux extrémistes. C'est le cas de Rabbin, de Sadate ou de Gandhi. Les radicaux veulent remettre en marche la machine guerrière, n'acceptant pas la négociation. De fait, les conflits reprennent et ne sont pas arrêtés.

L'analyse d'Huntington peut sembler pessimiste. Il analyse bien les conflits qui ont eu lieu, notamment le conflit dans les Balkans dont les pages sont remarquables, mais il ne voit pas comment sortir du cycle des guerres de civilisation. Certains l'ont trouvé trop pessimiste à cause de cela. Comprendre le monde actuel était déjà suffisamment compliqué sans qu'il se risque à faire de la prospective sur l'incertitude des décennies à venir.

Qu'est-ce que le choc des civilisations ?

Le livre de Samuel Huntington *Le choc des civilisations* (1996) est paru depuis vingt ans et il continue d'alimenter la réflexion. Généralement, le titre est cité pour être aussitôt démenti : « Il n'y a pas de choc de civilisation » s'exclame-t-on alors. Choc des civilisations, tonner contre, aurait pu dire Flaubert dans son *Dictionnaire des idées reçues*. Or la pensée de Samuel Huntington (1927-2008) est autrement plus complexe que ce titre slogan. Avant de réfuter l'ouvrage, comme le font certains, il convient d'abord de le lire et d'analyser la réflexion

d'Huntington.

L'actualité des civilisations

Dès son introduction, Huntington rappelle que le paradigme de choc des civilisations est une notion actuelle, valable pour le monde post guerre froide, mais qui n'a pas de validité éternelle. Il s'agit bien de penser le monde qui a émergé de la chute de l'URSS, sans que ces réflexions aient une portée éternelle.

Huntington définit les civilisations comme des ensembles culturels qui disposent d'une culture, d'une histoire, d'une langue et d'une religion partagée. Appartenir à une civilisation, c'est se reconnaître d'elle et non pas d'une autre. C'est se reconnaître Chinois, Japonais ou Européens, être d'ici donc, plutôt que d'ailleurs.

Jusqu'en 1991, le monde était structuré par l'idéologie : le communisme d'un côté, le monde libre de l'autre. Ce paradigme ayant volé en éclats, ce sont les civilisations qui ont pris le dessus. On ne se bat plus pour défendre Marx, mais sa façon de vivre et sa terre. Les civilisations s'entrechoquent donc, et ce choc représente la principale menace pour la paix. Mais elles sont aussi le garde-fou de la paix mondiale. Vouloir effacer les civilisations au motif d'éviter le choc causerait donc un choc encore plus grand :

« Les chocs entre civilisations représentent la principale menace pour la paix dans le monde, mais ils sont aussi, au sein d'un ordre international désormais fondé sur les civilisations, le garde-fou le plus sûr contre une guerre mondiale. »

Huntington ne souhaite donc pas ce choc, mais il constate que la meilleure façon de l'éviter est de reconnaître aux civilisations le droit d'exister. Dans le monde nouveau de la mondialisation, la politique globale est civilisationnelle, mais la politique locale est ethnique, nous dit-il. La civilisation à l'échelle du continent, l'ethnie au niveau local. C'est exactement ce que nous constatons dans plusieurs zones du monde, notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Pour l'auteur, les conflits n'auront pas lieu entre riches et pauvres, entre groupes économiques, mais entre civilisations. C'est bien ce que fait L'État islamique aujourd'hui. À cette attaque civilisationnelle, nous devons donc opposer une réponse de civilisation.

La modernisation n'est pas l'occidentalisation

Huntington met en garde contre un danger dans lequel sont tombés de nombreux analystes. Ce n'est pas parce que des cultures se modernisent qu'elles s'occidentalisent. Se vêtir en jeans, boire du Coca et manger au McDo ne signifie pas pour autant acceptation de la civilisation occidentale. Il y a donc disjonction entre l'usage des biens créés par les Occidentaux et adhésion aux valeurs de l'Occident. Cette erreur de jugement a fait croire que parce que certains buvaient des boissons américaines ils allaient aussi accepter la démocratie libérale et les libertés occidentales. L'attentat du 11 septembre 2001 allait doucher ces illusions.

Dans le monde musulman, c'est même à un retour en arrière sur l'occidentalisation à laquelle nous assistons. Mustapha Kemal a voulu rejeter le monde ottoman et faire adopter de force l'Occident à sa population : interdiction des vêtements ottomans pour rendre obligatoire le port de vêtement occidental, nourriture, style architectural, droit, écoles, la nouvelle Turquie se devait d'être un copié-collé de l'Europe :

« Pour échapper à l'anomie, les musulmans n'ont pas le choix, car la modernisation requiert l'occidentalisation. (...) L'islam n'est pas une alternative en termes de modernisation. (...) On ne peut éviter la sécularisation de la société. La science et la technologie modernes requièrent de se fondre dans les processus de pensée qui vont de pair avec elles. De même pour les institutions politiques. Le contenu autant que la forme doivent être stimulés. Il faut donc reconnaître la domination de la civilisation occidentale de façon à pouvoir apprendre d'elle. On ne peut faire l'économie des langues et des structures d'enseignement européennes, même si ces dernières favorisent la liberté de pensée et le laxisme. Les musulmans pourront se moderniser et donc se développer seulement s'ils acceptent le modèle occidental. » Mustapha Kemal (cité p. 96).

La même logique est à l'œuvre en Perse où le Shah a épousé une Américaine. Admirateur de ce pays, il cherche à moderniser son royaume et à favoriser la mécanisation. Un processus similaire se manifeste dans les pays gouvernés par le parti Baas : Irak et Syrie.

Or aujourd'hui cette modernisation - occidentalisation est un échec : elle est largement rejetée par les peuples qui ont préféré un gouvernement islamiste, c'est-à-dire d'abord opposé à l'Occident. Le Shah est renversé en 1979, l'héritage d'Atatürk est en train d'être effacé par Erdogan, dont le parti gagne presque toutes les élections, l'Etat islamique cherche à prendre la

place des mouvements laïques portés par le Baas.

Moins de 80 ans après les promesses d'Atatürk, le Moyen-Orient semble s'orienter vers une autre voie.

« Modernisation ne signifie pas nécessairement occidentalisation. Les sociétés non occidentales peuvent se moderniser et se sont modernisées sans abandonner leur propre culture et sans adopter les valeurs, les institutions et les pratiques occidentales dominantes. Il se peut même que la seconde soit impossible : quels que soient les obstacles que les cultures non occidentales dressent contre la modernisation, ils ne sont rien comparés à ceux qui sont dirigés contre l'occidentalisation. (...) La modernisation renforce les cultures et réduit la puissance relative de l'Occident. Fondamentalement, le monde est en train de devenir plus moderne et moins occidental. » (p. 103)

Ces lignes écrites en 1996 conservent une grande pertinence. On le voit, l'analyse d'Huntington est beaucoup plus subtile que les réductions qui en sont données.

L'essor de l'indigénisme

Ce qu'avait également bien vu Samuel Huntington, c'est l'émergence de la cause indigène. La mondialisation efface les cultures faibles, mais renforce les cultures qui veulent durer et qui du coup développent plus fortement leur identité, allant jusqu'à porter des revendications politiques. Le rejet de l'Occident s'accompagne ainsi d'un retour vers les cultures premières. La première génération d'indépendantistes était occidentalisée, formée dans les pays occidentaux, et défendant les valeurs de l'Occident, contre l'Occident lui-même, notamment la démocratie et la liberté des peuples. La deuxième génération est formée sur place, et non pas en Occident. Elle rejette d'autant plus l'Occident qu'elle ne veut pas de cette domination. Elle rejette ainsi les habits, la culture, la religion.

C'est à l'aune de ce retour de l'indigénisme qu'il faut aussi analyser le chavisme : la revanche (réelle ou mythifiée) des Indiens contre les Européens. Idem en Bolivie où Evo Morales s'habille à l'indienne et porte la revendication des populations de l'Altiplano.

C'est manifeste également en Afrique. Le mouvement Boko Haram est certes islamiste, mais la traduction de son nom est particulièrement explicite : « Rejet de l'Occident », une traduction faible d'ailleurs puisque *haram* signifie interdit, mauvais. C'est donc le rejet de l'Occident dans son fondement même.

En Asie aussi il y a une volonté explicite des élites de se démarquer de l'Occident et d'affirmer leur tradition culturelle. L'ironie étant que cette culture a souvent survécu grâce aux Occidentaux, notamment aux archéologues et aux historiens, qui ont assuré l'indispensable travail de recherche et de conservation.

Indigénisme d'un côté, essor des cultures locales de l'autre, cela me semble être la ligne de force motrice des relations internationales au cours des prochaines décennies. C'est un défi posé à l'Occident et à l'Europe qui devra ainsi se poser la question de savoir qui il est. C'est d'ailleurs le titre du dernier ouvrage d'Huntington : *Who are we ?* (2005).

La question de l'universalisme

L'Occident a souvent fait l'erreur de croire que ses valeurs étaient universelles et que les autres allaient les accepter sans broncher. La grande vague de démocratisation des années 1990 n'a pas dépassé les frontières de l'Europe. En Amérique latine, elle est mise en échec : les démagogues ont pris le pouvoir. En Afrique, la fragmentation ethnique rend impossible le fait démocratique, ce qui n'est d'ailleurs pas très grave. En Asie, la Chine ne semble nullement se préoccuper de ce problème. C'est pourtant encore avec le prisme démocratique que nous observons bien des problèmes du monde. Ainsi l'Occident est confronté à ce paradoxe : il ne croit plus en la supériorité de sa culture, mais il continue de vouloir imposer la démocratie au monde, au nom de l'universalisme, c'est-à-dire non pas au nom de la supériorité de celle-ci, mais de la supposée universalité de cet état social. Il y a là une difficulté manifeste à penser l'autre et surtout à penser et à comprendre la différence.

La réflexion de Samuel Huntington est donc aussi une analyse de l'Occident. À suivre la semaine prochaine.

La mémoire et l'histoire

La mémoire, l'histoire, l'oubli (2000) de Paul Ricoeur est l'un de mes plus grands échecs de lecture. C'est un livre que j'ai essayé de lire plusieurs fois sans arriver à en comprendre quelque chose. Comme le dit pudiquement un compte rendu de lecture admiratif trouvé sur un site : « la complexité du langage et des concepts employés est telle que l'étude de cet ouvrage mériterait d'y consacrer beaucoup plus de temps, et d'en proposer un compte rendu plus abouti et mûri que la présente note de synthèse. » L'ouvrage n'intéresserait pas aujourd'hui si l'ancien assistant éditorial de Ricoeur n'était pas devenu président de la République. Toutefois, les thèmes que Ricoeur a tenté d'analyser, dans une pensée et un langage complexe que ne renie pas l'actuel locataire du faubourg Saint-Honoré, méritent d'être repris. Nous avons commémoré il y a peu le 11 novembre. Chaque année revient donc l'appel pieux au devoir de mémoire et à la transmission. Mais en quoi consiste-t-elle réellement et comment l'articuler avec l'histoire ?

La mémoire n'est pas l'histoire

Il y a la mémoire familiale et la mémoire nationale. Dans le cas du 11 novembre, les familles peuvent conserver chez elles des douilles d'obus gravées dans les tranchées, des cartes postales, des éléments d'uniforme que l'on commente et se transmet de génération. Je conserve quelques cartes postales d'un arrière-grand-oncle qui fit la guerre sur le front d'Orient, ce qui lui valut de rester à Thessalonique jusqu'en 1920. Outre les vues pastel de Constantinople au début du XX^e siècle qui sont encore charmantes aujourd'hui, je ne comprenais pas pourquoi on m'apprenait à l'école que la guerre s'était terminée en 1918 puisque, dans ma famille, mes aïeux l'avaient faite jusqu'en 1922. On voit ici comment la mémoire familiale et personnelle peut ne pas correspondre à la mémoire officielle d'un État.

Cette fracturation mémorielle devient plus compliquée lorsque l'on touche à des événements sensibles de l'histoire. Les Vendéens conservent un souvenir très aigu des massacres de Vendée, des lieux, des hommes, des combats, alors que cette histoire n'est transmise ni par les manuels ni par les programmes scolaires. Depuis deux siècles, c'est par la parole et les pèlerinages sur les lieux de l'histoire vendéenne que cette mémoire s'est transmise. On n'aborde pas non plus la Seconde Guerre mondiale selon que ses aïeux aient été dans la 2DB ou dans la milice. Dans les classes à population multiple, il devient de plus en plus difficile d'évoquer certains événements du XX^e siècle tant chaque peuple en possède une mémoire différente, souvent belliqueuse à l'égard

de son voisin.

La construction mémorielle peut servir le projet politique d'un pays. La mémoire officielle ainsi se fossilise et devient histoire officielle. En histoire économique par exemple, on n'explique pas aux jeunes Français que les réseaux ferrés et énergétiques, les mutuelles sociales, l'école ont été créés par des entreprises privées. Tout semble être né en 1947 avec la mise en place de l'État providence et avec Jules Ferry pour l'école. Réfléchir à l'histoire réelle de ses œuvres sociales, à la façon dont elles ont été instituées et créées c'est remettre en cause le fondement même de leur légitimité. Allez donc expliquer que les piliers de la sécurité sociale ont été bâtis durant le régime de Vichy, qui subit encore les foudres de la *damnatio memoriae*.

L'historien est un mythocide

La mémoire emprunte donc souvent les chemins du mythe. Le mythe n'est pas forcément erreur ou fausseté, il a aussi sa part de vérité. Le mythe de Thésée et le Minotaure trouve son origine dans l'époque où Athènes était une colonie de la Crète. Celui de Jason et de la toison d'or rappelle la colonisation de l'Orient par les Grecs. La louve, Romulus et Rémus ont aussi des fondements de vérité. À l'historien d'en démêler les fils et de comprendre aussi la fonction sociale du mythe, qui sert de cohésion à toute une société. Mais l'historien, en lisant les textes, en analysant les fouilles archéologiques, en recoupant les données établies, agit comme un tueur de mythes, un *mythocide*. C'est la méthode rationnelle et logique défendue par Thucydide dans sa *Guerre du Péloponnèse*. C'est la victoire du logos sur le muthos. Le danger social est que l'historien effrite, voire ébranle, la structure creuse du mythe et donc à travers cela toute la société sur laquelle il est bâti. Si vous démontrez que l'école existait avant Jules Ferry, que les ouvriers avaient de très bonnes mutuelles privées avant la sécurité sociale, vous faites éclater la justification philosophique du monde social dont les mythes sont le fondement.

L'histoire est donc une science dangereuse. Elle est révisionniste (dans le sens où elle révisé les faits acceptés) et déconstructrice. Or à force de déconstruire, c'est la société elle-même qui risque de finir en miettes. Effectivement, Vercingétorix n'était pas le héros présenté dans les manuels de la III^e République et la conquête totale de la Gaule par les Romains fut plutôt une

bonne chose. Marignan n'est pas la grande victoire que l'on présente et l'Inquisition ne fut pas l'institution horrible que l'on décrit. La question posée est donc de savoir si une société peut être fondée sur la vérité historique, sachant que celle-ci s'affine au gré des découvertes, ou si elle doit forcément reposer sur la fausseté du mythe.

Les conséquences géopolitiques

Les conséquences géopolitiques d'une telle attitude sont grandes. Un ami catalan m'expliquait récemment que dans les écoles de Catalogne on apprend aux enfants que la guerre d'Espagne est un conflit où Madrid a attaqué la Catalogne et que celle-ci s'est défendue pour sauvegarder son indépendance. Après plusieurs lettres au directeur de l'établissement, il a décidé de partir pour éviter à ses enfants ce bourrage de crâne. Pour le peuple kurde, la mémoire se bâtit en définissant l'opposition systématique aux Turcs et en omettant que Kurdes et Turcs furent au moins une fois associés, en 1917-1920, quand il s'est agi de chasser les Chaldéens. On trouve cette mémoire falsifiée et reconstruite en Algérie, dans la façon dont est traitée la guerre d'indépendance, comme dans les communautés indiennes d'Amérique latine. De la façon dont les événements sont perçus par les peuples dépend la vision qu'ils ont du monde et donc la façon dont ils veulent l'occuper. Comprendre la vision qui est la leur est essentiel pour les comprendre et donc pour anticiper les crises internationales. En étudiant les manuels scolaires, on découvre ce que pensent les enfants et donc la façon dont ils agiront trente ans plus tard, quand ils seront aux responsabilités économiques et politiques.

L'évolution de la mémoire de la Première Guerre mondiale

L'analyse de l'évolution de la mémoire à l'égard de la Première Guerre mondiale est à cet égard intéressante. De nos jours, on insiste sur le nombre de morts, sur l'absurdité de la guerre, sur la nécessité de préserver la paix. Le 11 novembre, on commémore la fin de la guerre, mais pas la victoire sur l'Allemagne. Ce n'est pas du tout la vision qui était admise dans les années trente ni même dans les années soixante. On y expliquait alors que cette guerre fut menée pour libérer l'Alsace et la Moselle, pour repousser l'envahisseur allemand et pour rester Français. Une visite dans la clairière de l'armistice de Rethondes témoigne encore de cela. En arrivant, le visiteur découvre le monument aux libérateurs de l'Alsace-Lorraine portant cette inscription : « Aux héroïques soldats de France, défenseurs de la Patrie et du Droit, glorieux libérateurs de l'Alsace et de la Lorraine. » Puis se trouve la clairière, là où s'est arrêté le wagon de la signature, et dans laquelle fut édifiée une dalle portant l'inscription suivante : « Ici le 11 novembre 1918 succomba

le criminel orgueil de l'Empire allemand vaincu par les peuples libres qu'il prétendait asservir ».

Ces monuments témoignent qu'en quelques décennies la mémoire de la guerre a complètement changé. Depuis 2012, le statut officiel du 11 novembre n'est plus la fin de la guerre, mais une journée d'hommage à tous les soldats morts.

L'histoire et le pardon

Oublié donc le combat contre l'envahisseur allemand, le respect du droit et de la patrie. L'oubli peut avoir des vertus pacifistes. Après la Seconde Guerre mondiale, le général de Gaulle et Georges Pompidou firent adopter des lois d'amnistie pour mettre un terme à l'esprit de revanche issue de l'épuration et pacifier un peuple français divisé. Mais l'oubli peut aussi se muer en pardon, ce qui est encore la meilleure des solutions. Se souvenir des combats et des fractures, mais pardonner à l'adversaire pour permettre la réconciliation. La France a connu deux grands pardons majeurs dans son histoire contemporaine : avec l'Angleterre et avec l'Allemagne. C'est Louis-Philippe qui a soldé le différend avec Londres en signant la réconciliation et l'entente avec la reine Victoria. Cette entente fut matérialisée par un voyage de la reine à Eu, la ville des Orléans, et du roi à Londres. C'était la première fois qu'un monarque étranger se rendait en visite officielle en France.

La deuxième réconciliation fut celle avec l'Allemagne, portée par le général de Gaulle et Konrad Adenauer et marquée notamment par la messe pour la paix célébrée à Reims le 8 juillet 1962. Une dalle fut apposée sur le parvis de la cathédrale : « À Monseigneur Marty, archevêque de Reims. Son Excellence, le Chancelier Adenauer et moi-même venons dans votre cathédrale sceller la réconciliation de la France et de l'Allemagne. Charles de Gaulle. Dimanche 8 juillet 1962. 11h02. »

En trente ans, le ton des textes des dalles avait beaucoup changé. Le pardon n'est pas l'oubli, mais il permet d'effacer le passif du passé et de bâtir la paix. Le rôle de l'histoire est de faciliter ce pardon. Détruire les mythes est une façon de purifier la mémoire. La déconstruction s'accompagne ensuite d'un travail de reconstruction qui s'appuie sur les éléments de la vérité connue et partagée, mais dépassée par le pardon. Le logos est la condition de ce pardon justement parce qu'il ne peut se fonder que sur la vérité. Un pardon conclu sur le mensonge du mythe est un faux semblant qui n'a pas de possibilité de durer. L'histoire permet donc de bâtir des sociétés qui reposent sur autre chose que les peurs, les sentiments et les rancœurs. La vérité

historique est l'assurance d'une autre géopolitique, celle de la connaissance mutuelle des peuples, qui savent chacun qui ils sont et qui s'apprécient pour cela.

Les conséquences géopolitiques du communisme

Quand en octobre 1917 les bolcheviks se sont emparés du pouvoir, la plupart des observateurs européens n'imaginaient pas les causes nombreuses que ce nouveau régime allait provoquer. La révolution d'octobre était dans la continuité de celle de février, qui avait renversé un tsar affaibli que personne ne semblait vraiment regretter.

La lecture des chroniques diplomatiques de Jacques Bainville publiées au cours de cette année montre que cet historien, très au fait de la Russie, analyse l'événement d'octobre dans sa continuité. Ce n'est que plus tard que cet événement a été perçu comme une rupture, quand il est apparu aux yeux de tous que ce n'était pas seulement un nouveau régime qui avait pris le pouvoir, mais aussi une nouvelle idéologie.

Les conséquences géopolitiques de l'arrivée du communisme furent multiples. En Europe, il contribua à l'arrivée au pouvoir du nazisme et du fascisme. Ces idéologies s'inscrivent dans l'histoire particulière de l'Allemagne et de l'Italie, mais elles se sont aussi développées à cause de la peur du communisme propagée dans certaines couches de la population. Populations qui n'ont pas vu, d'ailleurs, que le fond de ces idéologies était le même, à savoir le socialisme. C'est cette « guerre civile européenne » qu'a analysée l'historien allemand Ernst Nolte, dans un ouvrage qui fit beaucoup de bruits dans le monde intellectuel allemand. L'irruption du bolchévisme a donc fracturé l'Europe dès les années 1920.

C'est une Europe coupée en deux qui a surgi de la Seconde Guerre mondiale, la partie ouest se rattachant irrémédiablement aux États-Unis pour éviter d'être mangé par Moscou. Là aussi, la peur de l'invasion communiste, réelle quoiqu'amplifiée, a eu des répercussions géopolitiques : la construction européenne d'une part, l'inféodation aux États-Unis d'autre part. De l'autre côté du mur, c'est la peur agitée de l'invasion américaine qui a servi de justification à Moscou pour contrôler les territoires occupés. Le communisme provoqua une rupture artificielle et nouvelle entre Europe de l'Est et Europe de l'Ouest, qui demeure encore aujourd'hui dans les esprits. C'est aussi une des conséquences de la fin de l'empire autrichien, qui a laissé l'Europe centrale avec un ventre mou.

La terre du milieu de Mackinder

La Guerre froide a donné lieu à une intense pensée géopolitique dans le monde anglo-saxon, alors même qu'il fut interdit de l'employer à l'université française parce que le concept fut assimilé au nazisme. Pour les Américains, la Guerre froide semblait en effet valider les thèses d'Halford Mackinder (1861-1947). Cet amiral anglais et professeur de géographie à Oxford c'était fait connaître par un article dans le *Geographical journal* de 1904. Il y développait le concept géopolitique de centre géographique. Pour lui, c'est autour du pivot (le heartland) que s'articulent toutes les dynamiques géopolitiques de la planète. Ce pivot c'est l'Eurasie, qui est tenue par la Russie, et que l'Angleterre n'arrive pas à atteindre.

Pour ceinturer le heartland, il faut tenir les coastlands, c'est-à-dire contrôler les territoires autour de la Russie. En 1904, l'Angleterre était ennemie de l'empire russe, l'empêchant notamment de contrôler les détroits et d'arriver à la Méditerranée. Londres encerclait Saint-Petersbourg en contrôlant les Indes, en étant présent en Chine et en luttant en Afghanistan. Mackinder, en bon marin, ne cessait de rappeler le rôle essentiel de la marine pour la domination mondiale. Il s'agissait aussi d'empêcher l'alliance de l'Allemagne et de la Russie, qui permettrait le contrôle des terres intérieures, la constitution d'une zone inattaquable de défense et la mise en commun d'immenses ressources. Couper à tout prix l'Allemagne de la Russie passait par un traité d'alliance conclu avec les tsars (la triple entente) pour contrebalancer la Triple alliance. Mackinder s'inquiéta lorsqu'en 1939 Hitler et Staline s'allièrent par un traité dont les clauses secrètes allaient beaucoup plus loin que la simple non-agression. De même lorsqu'en 1945, Moscou mis la main sur une grande partie de l'ancien empire allemand : Pologne et Allemagne de l'Est. Mais l'histoire nous montre que les alliances terrestres ont toujours échoué jusqu'à présent. Napoléon, Hitler, Staline : tous ont tenté cette alliance et tous l'ont brisée.

Le *containment* de Kennan

L'Américain Georges Kennan, diplomate et journaliste, reprit la thèse de Mackinder pour l'actualiser face à la guerre froide naissante. C'est à lui que l'on doit la définition du *containment*, qui servit de doctrine à quasiment tous les présidents américains jusqu'à Ronald Reagan. En juin 1947, sous le pseudonyme de X, il écrivit un article, *The Sources of Soviet Conduct* (Les sources de la conduite soviétique). Il y explique la politique étrangère de Staline comme une combinaison de l'idéologie marxiste-léniniste, qui prône la défaite des forces capitalistes à travers le monde, et sa propre détermination à utiliser la notion d'« encerclement capitaliste » comme feuille de vigne pour légitimer son embrigadement de la société soviétique et consolider son pouvoir. Il est donc nécessaire, selon Kennan, que les États-Unis répliquent par une politique d'*endiguement* destinée à contenir l'expansionnisme soviétique. C'est le fameux principe du *containment*. Cet

endiguement doit se faire en tenant les côtes pour éviter que la centralité soviétique ne se diffuser vers l'Europe et l'Asie.

Il faut donc mettre en place des contre-forces au pouvoir soviétique. Beaucoup pensent que les contre-forces sont militaires, ce qui n'est pas l'esprit de Kennan. Pour lui, elles sont politiques. L'URSS ne cherche pas à prendre les pays par la force, mais par l'intrusion des partis politiques, notamment en Europe. Il faut donc résister sur ce point, et les États-Unis doivent développer les résistances politiques aux Soviétiques. C'était très bien vu de la part de Kennan qui a compris que la Guerre froide était une guerre subversive et intellectuelle et qu'elle se gagnerait donc sur ce terrain-là.

Quand le communisme s'étend là où on ne l'attend pas

Karl Marx ne pensait pas possible que la Russie se livre au communisme. Lénine et Staline limitaient leurs regards vers l'Europe ; c'est finalement en Asie que le communisme se diffusa. La Mongolie, dès 1917, la Chine, puis la Corée et l'Indochine. Il y laissa son lot de morts, que les manuels scolaires français d'aujourd'hui se gardent bien d'évoquer. En Afrique, il accompagna les indépendances pour soutenir des dictatures socialistes, ce qui acheva de ruiner des pays déjà fragiles. En Amérique latine il provoqua la réaction américaine et le soutien à des dictatures militaires qui ne furent guère préférables. En 1980, le monde non communiste est beaucoup moins étendu que les pays qui s'y rattachent. Les observateurs pouvaient donc légitimement parier sur sa victoire.

Logiques nationales contre logiques idéologiques

Le communisme a recouvert du manteau de l'idéologie l'ensemble des conflits qui se sont tenus durant la Guerre froide. Le monde était finalement plus simple à penser. Pourtant, des failles dans l'unanimité ont commencé à se faire jour. C'est Tito qui refuse la mainmise de Moscou et qui se fait excommunier par le Politburo. Se faire traiter de titiste dans les années 1970 n'était pas un titre gratifiant. En Asie, on voit la Chine et l'URSS rompre leurs relations et se faire la guerre sur le fleuve Amour. Dans la péninsule indochinoise, l'URSS soutient le Vietnam et la Chine le Cambodge. La logique nationale reprend le dessus sur la logique idéologique. En Afrique, on analysa souvent les conflits comme l'affrontement entre les rouges et les bleus, alors que l'ethnicité et les failles historiques les expliquaient plus sûrement. Au Moyen-Orient, on découvre

désormais que l'islamisme couvait sous la cendre.

En Europe de l'Est, ce sont les peuples et les nations qui se sont levés contre le communisme et qui ont permis de le faire tomber. Des hommes de force et de culture comme Vaclav Havel, Jean-Paul II, le père Popieluszko, Soljenitsyne. Ces hommes avaient compris le projet destructeur du marxisme qui visait d'abord à s'en prendre à l'homme, dans sa culture et son être, pour en faire un pion au service du régime. L'un des livres les plus émouvants qu'il m'a été donné de lire ces dernières années est *Le bal après la tempête*. Un livre très peu connu écrit par un Espagnol et traduit en français. José Miguel Cejas a interrogé des dizaines de dissidents soviétiques des pays baltes et il raconte leur histoire dans ce livre. On y découvre que les tortures et les arrestations ont duré jusqu'en 1991, et donc que le communisme conciliant n'a jamais existé. Ce livre est le témoignage de mères de famille, d'ouvriers, de musiciens, de prêtres qui ont lutté de façon anonyme contre l'idéologie. En plus d'un système concentrationnaire massif, le communisme a réalisé la servitude volontaire et quotidienne qu'Étienne de la Boétie décrivait déjà au XVI^e siècle.

C'est le réveil des peuples qui a abattu le communisme en Europe, mais celui-ci survit encore en Amérique latine et en Asie.

La faillite intellectuelle de la France

Dans *L'étrange défaite*, Marc Bloch essayait de comprendre les causes de la défaite surprenante de la France en 1940. Pour les historiens du début des années 2000, c'est un autre sujet qui s'annonce ardu : comprendre pourquoi des hommes, qualifiés d'intellectuels, ont pu défendre avec autant de passion et de force le communisme. Aujourd'hui encore, cette idéologie est globalement considérée comme bonne. On impute ses erreurs à Staline, le stalinisme, ce qui fut un très beau coup politique de Khrouchtchev : imputer les crimes du communisme à Staline pour laver le communisme de ses crimes. Cette erreur est toujours présente dans les manuels scolaires qui parlent du stalinisme et rarement du communisme et qui évoquent la fin du système totalitaire en 1953 (mort de Staline), omettant que celui-ci se prolonge jusqu'en 1991. Un tel aveuglement est non seulement un objet d'histoire, mais aussi un sujet d'inquiétude pour le présent. Il se poursuit quant à l'incapacité à penser et à comprendre l'islamisme et des mouvements culturels qui touchent certaines parties du monde. C'est le refus du réel, l'enfermement dans l'idéologie, qui fait que l'on peut encore parler de commémoration pour évoquer un événement qui a déclenché la mort de dizaines de millions de personnes.

